

Assassinat de la députée Mossi : le Burundi met en cause le Rwanda

Paris Match, 22/07/2016 La police nationale du Burundi (PNB) a annoncé ce vendredi avoir arrêté trois personnes dans l'enquête sur l'assassinat de l'ancienne ministre Hafsa Mossi. Des suspects qui recevaient selon elle des ordres de personnes basées au Rwanda. Jusqu'à présent, les proches de la défunte pointent plutôt du doigt le régime burundais. Qui a tué la députée Hafsa Mossi ? La police nationale du Burundi (PNB) a annoncé ce vendredi avoir arrêté trois personnes suspectées d'être impliquées dans l'assassinat de l'ancienne ministre, rapporte le réseau social SOS.

Les individus ont été interpellés dans une maison de Mutanga nord, zone Gihosha (nord de Bujumbura) non loin du domicile de Madame Mossi. De même source, la PNB les suspectait de préparer l'assassinat d'un conseiller de la présidence. Elle disposerait d'éléments sur le fait qu'ils recevaient des ordres de personnes basées au Rwanda. Madame Mossi, actuellement présidente du groupe parlementaire burundais au sein de l'Assemblée législative de l'EAC (East African Legislative Assembly (EALA), a été assassinée à 10h30 le 13 juillet alors qu'elle sortait de chez elle, au volant de son véhicule. Elle a été abattue par deux individus qui ont tiré à bout portant sur son véhicule, ne laissant aucune chance de survie à madame Hafsa Mossi», relatait la RBI (Radio Bujumbura Internationale). Elle est décédée à l'hôpital militaire de Bujumbura, des suites de ses blessures. Une personnalité modérée qui ne plaisait pas à tout le monde. D'après une proche de l'assassinée, qui est confiée à Jeune Afrique, elle se savait menacée. Les membres du CNDD-FDD (Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie, parti au pouvoir au Burundi, dont Mme Mossi faisait figure de modérée) n'auraient notamment «pas apprécié» ses larmes versées de sa visite il y a une année au camp de réfugiés burundais de Mahama, au Rwanda. «Des sources proches de la défunte affirment qu'elle avait récemment menacé par de hautes personnalités du régime», rapporte l'Observatoire international des droits de l'Homme (FIDH) dans son rapport «Bilan sanglant d'un an de présidence contestée de Pierre Nkurunziza». Avant de devenir conseiller en communication du président Nkurunziza, puis ministre de l'Information, Hafsa Mossi était journaliste. Elle a notamment travaillé pour la télévision nationale (RTNB) et le service swahili de la BBC. Plusieurs personnalités ont été assassinées dans les violences qui perturbent le pays depuis que Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un 3e mandat consécutif en avril 2015.